



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

CAPACITÉ ENTREPRENEURIALE ET POLITIQUES PUBLIQUES COMME FACTEURS DE CONVERGENCE ENTRE ENTREPRENEURIAT ET DÉVELOPPEMENT

OUSMANE MARIKO, Enseignant-chercheur, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
de Bamako, Mali

MAHAMADI GABA, Doctorant, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

RÉSUMÉ : L'entrepreneuriat est considéré comme un facteur de création d'emploi et que les nouvelles entreprises sont considérées comme une aubaine pour l'innovation et la croissance. Toutefois, les politiques entrepreneuriales souffrent de graves faiblesses. Il conviendrait alors de mieux cibler les politiques publiques en matière entrepreneuriale pour plus de créations d'emplois. L'objectif de notre papier est d'identifier les voies et moyens pour que l'entrepreneuriat puisse être un facteur de développement. Nous avons utilisé une approche qualitative de recherche, combinée à une analyse statistique quantitative. Nous avons abouti aux résultats suivants : le ciblage des formations et le mode de financement constituent des facteurs déterminants dans l'efficacité des interventions publiques en matière entrepreneuriale.

MOTS-CLÉS : Capacité entrepreneuriale, politiques publiques, économie entrepreneuriale, économie du développement.

Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

Les économies en développement connaissent ces dernières décennies une véritable poussée démographique et un accroissement sans précédent de leur population demandeur d'emplois. Pour faire face à cette affluence de plus en plus nombreuses sur le marché de l'emploi les pouvoirs publics ont mis en place de nombreuses stratégies d'éradication du chômage qui tardent à porter fruit.

Pour plusieurs auteurs le salut pourrait venir du développement de la culture entrepreneuriale chez cette classe juvénile. L'entrepreneuriat est devenu une activité associée à une grande estime, et les entrepreneurs sont loués pour leurs contributions à la société. Par exemple, on lit ou on entend souvent parler de l'impact des entrepreneurs sur la création d'emplois, la concurrence saine, la croissance économique, la promotion d'une société "inclusive" en créant des opportunités pour les personnes qui ont des difficultés à trouver un emploi et, enfin, l'innovation (Block et al 2016). Ces avantages potentiels pour la société ont suscité un intérêt non seulement académique, mais aussi politique sur la question, ce qui a conduit de nombreux acteurs de l'arène politique à développer des politiques pour promouvoir l'esprit d'entreprise. La plupart des gouvernements des pays développés dépensent des sommes importantes pour stimuler l'esprit d'entreprise (Shane 2009 ; Acs et al. 2016). Les politiques de promotion de l'esprit d'entreprise portent généralement sur l'un des aspects suivants : L'éducation pour préparer les gens à une carrière entrepreneuriale, l'accès au financement, les facilités de transfert d'entreprise, la diminution de la peur aux sanctions en cas d'échec, ou l'allègement des processus administratifs quelques fois trop lourds.

L'entrepreneuriat peut être un véritable moteur de développement économique, car il a le potentiel de stimuler la création d'emplois, de favoriser l'innovation et d'encourager la croissance des entreprises. Les entrepreneurs, par leur esprit d'entreprise, leur créativité et leur capacité à prendre des risques, peuvent créer de nouvelles opportunités économiques, attirer des investissements et contribuer à la diversification des secteurs économiques. L'entrepreneuriat joue donc un rôle essentiel dans la construction d'une économie dynamique, résiliente et prospère.

Il ressort de la littérature économique que l'efficacité des politiques d'emploi en matière entrepreneuriale présente de nombreuses limites. Les stratégies d'intervention ou les actions mises en œuvre ne sont pas efficaces pour atteindre l'objectif de développement économique. Il y a véritablement une volonté politique à travers les programmes d'appui mais que le problème réside au niveau des stratégies d'intervention.

Nous estimons que la convergence économique du développement et économie entrepreneuriale permet de booster les politiques entrepreneuriales vers un développement économique.

Ainsi, à la suite de tout ce qui précède nous voulons répondre à la question centrale suivante : En quoi l'entrepreneuriat peut être un véritable facteur de développement économique ?

1. Contexte et problématique

La jeunesse témoigne d'un intérêt grandissant pour l'entrepreneuriat, que les pouvoirs publics soutiennent fortement, en particulier en direction des demandeurs d'emploi.

La création d'entreprise est l'une des voies qui permet d'obtenir un emploi lorsqu'on est en situation de chômage. Les chômeurs rencontrent toutefois un grand nombre d'obstacles au travail indépendant, notamment un accès limité aux financements d'aide à la création d'entreprise ainsi qu'un manque de qualifications et de réseaux.

1.1. Contexte des politiques publiques d'emploi et politiques de formation entrepreneuriale

Bon nombre de pays ont adopté des politiques publiques afin d'aider les chômeurs à créer des entreprises, telles que l'information, la formation, l'accompagnement individualisé, le mentorat ainsi

que le conseil en entreprise. La formation est un élément important de renforcement des capacités entrepreneuriales des individus.

Le concept de capacité entrepreneuriale est un autre domaine au sein duquel convergent la recherche sur l'économie de développement et l'économie entrepreneuriale. L'un des défis auxquels de nombreux pays sont confrontés est la transition vers une économie axée sur l'innovation en évitant ce que l'on appelle le « piège du revenu intermédiaire ». Dans la transition, trois sources interdépendantes sont importantes : la répartition des talents, l'accumulation de capital humain et le progrès technologique (Globaldev, 2019).

Ces trois facteurs reflètent ou constituent la capacité entrepreneuriale. De plus, cette dernière est essentielle pour déterminer l'existence d'externalités positives. Par exemple, les entrepreneurs très talentueux sont tenus d'introduire sur le marché des innovations qui créeront des connaissances permettant de soutenir d'autres innovations. Un exemple est l'iPad, qui a créé des opportunités pour les entreprises en rendant possible le développement de diverses applications (Globaldev, 2019).

Il ressort de notre recherche et de plusieurs travaux sur le phénomène entrepreneurial que, l'enseignement technique et professionnel joue un rôle extrêmement important dans la réussite des jeunes entrepreneurs. En effet, en plus des techniques de gestion d'entreprise que doivent maîtriser les jeunes entrepreneurs, ces derniers doivent également avoir des compétences techniques dans leur corps de métier. À ce sujet, différentes études dans la littérature scientifique sur le phénomène entrepreneurial ont démontré que, les entrepreneurs ayant une formation technique ou professionnelle dans un métier ou dans secteur d'activité, ont généralement plus de chance de réussir dans leurs projets de création ou de développement d'entreprises que les entrepreneurs qui n'ont aucune expérience ou formation pratique. De l'avis de nombreux experts, le nombre élevé d'échecs dans les programmes et projets d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes au Mali, serait dû au fait que la plupart des jeunes qui souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat, ne possèdent très souvent aucun savoir-faire, ni aucune compétence technique dans le métier ou le secteur d'activité dans lequel ils souhaitent évoluer.

1.2. Problématique des politiques publiques d'emploi et du financement des projets entrepreneuriaux

Les chômeurs sont confrontés à une autre difficulté. Ils ne disposent généralement pas du capital de départ requis pour créer leur entreprise et subvenir à leurs besoins jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de générer des bénéfices. Le capital financier nécessaire peut prendre la forme d'un emprunt ou de fonds propres. Le capital d'emprunt provient souvent de sources informelles (prêts contractés auprès de membres de la famille ou d'amis) ou formelles (prêts octroyés par des banques ou d'autres établissements de prêt). Les ressources financières limitées sont gaspillées dans des personnes qui manquent de talent entrepreneurial de telle sorte qu'on pourrait être amené à affirmer que les politiques se soucieraient d'un traitement social de l'emploi plutôt qu'à un véritable impact sur la croissance économique. Une des aides à la création d'entreprise pour les chômeurs prévoit l'octroi d'un financement sous forme de subvention de démarrage ou le paiement des allocations de chômage sous forme de versement forfaitaire. Le principe est le même que pour les entrepreneurs traditionnels. Préalablement à l'attribution du financement, les idées d'entreprise sont examinées minutieusement, puis sélectionnées. Une fois le financement alloué, le nouvel entrepreneur dispose d'un certain nombre d'aides au développement d'entreprise.

Il y a lieu de souligner, qu'il existe de nombreuses polémiques par rapport aux critères et aux conditions de financement des jeunes entrepreneurs à travers les différents dispositifs d'appui et d'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes au Mali. En effet, on constate que d'une part, beaucoup de jeunes qui ont de bonnes idées de projets et qui veulent créer leurs entreprises pour réaliser leurs projets, ne parviennent pas avoir des financements. D'autre part, nous remarquons que certains jeunes ayant bénéficié de l'appui financier des structures d'accompagnement, détournent les

fonds qui leurs ont été accordé pour financer leurs projets de création d'entreprises pour se lancer dans des activités qui n'ont rien avoir avec leur projet entrepreneurial. Ces cas qui sont loin d'être des cas isolés, montrent à suffisance la nécessité de définir et d'instaurer dans tous les projets et programmes d'accompagnement des critères clairs, précis, transparents et objectifs de financement des jeunes entrepreneurs. Nos entretiens avec les structures de financement nous ont également fait comprendre que le système financier en particulier le système bancaire, est très réticent par rapport au financement des entreprises en phase de création ou de démarrage. Cela s'explique principalement par le fait que ces entreprises ne disposent pas généralement des garanties exigées par les banques pour accorder des financements.

2. Les politiques publiques d'emploi et le développement de l'entrepreneuriat

Le problème du chômage et du sous-emploi est devenu si grave qu'il doit être considéré comme le principal défi en matière de développement, avec des ramifications pour le bien-être économique, la stabilité sociale et la dignité humaine.

Le chômage et le sous-emploi sont restés l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre dans les pays en développement depuis l'indépendance en 1960. Dans les années 1960 et 1970, le problème du chômage des jeunes ayant quitté l'école était la principale préoccupation. Dans les années 1980, le chômage a continué à augmenter alors que les pays connaissaient des difficultés économiques.

Au fil du temps, le chômage ouvert est aggravé par le chômage par sous-emploi dans les secteurs informels ruraux et urbains. En outre, l'emploi dans le secteur formel a diminué sous l'effet des réformes structurelles, l'emploi dans le secteur formel a diminué dans le cadre du programme d'ajustement structurel mis en place en 1986 et qui a entraîné des réductions d'effectifs dans les secteurs public et privé. De l'indépendance à nos jours, les résultats de politiques d'emploi mis en place dans bon nombre d'économies pauvres ont permis à l'entrepreneuriat de se développer.

3. La théorie de la croissance endogène et l'entrepreneuriat

La théorie de la croissance endogène met l'accent sur le rôle de l'entrepreneuriat et des politiques publiques dans la stimulation de la croissance économique et du développement. Selon cette théorie, la croissance économique ne dépend pas seulement des facteurs de production traditionnels tels que le capital et le travail, mais aussi de facteurs liés à la capacité d'innovation, à l'entrepreneuriat et aux politiques publiques favorables.

Dans le contexte actuel, la capacité entrepreneuriale se réfère à la capacité des individus à identifier et à saisir des opportunités d'affaires, à innover et à créer de la valeur économique. Les politiques publiques jouent un rôle clé dans la promotion et le soutien de l'entrepreneuriat en fournissant un environnement favorable, des incitations économiques, des ressources et des infrastructures adéquates.

Il est difficile d'évoquer la théorie économique de l'entrepreneur, sans faire référence à l'œuvre et aux travaux de trois grands économistes qui sont considérés par de nombreux chercheurs évoluant dans le champ de l'entrepreneuriat, comme étant à l'origine de l'émergence de la théorie économique de l'entrepreneur. L'approche fonctionnelle¹ aussi appelée approche économique, se distingue des autres théories de l'entrepreneur, par le fait qu'elle s'intéresse principalement à la fonction et au rôle que joue l'entrepreneur en tant qu'agent économique. Elle tente ainsi de répondre à la question suivante : que fait l'entrepreneur ?

¹ La théorie de Richard Cantillon (1680-1734) : l'entrepreneur affronte l'incertain ; La théorie de Jean Baptiste Say (1767-1832) : l'entrepreneur est preneur de risque et La théorie de Joseph Schumpeter (1883-1950) : l'entrepreneur est un innovateur

L'approche déterministe² ou l'approche par les traits, est née à la suite de plusieurs études sociologiques, psychologiques et socio psychologiques visant à déterminer les caractéristiques personnelles ainsi que les traits de personnalité permettant de distinguer les entrepreneurs des autres acteurs de l'économie. Ce courant de pensée tente de répondre à la question « qui est l'entrepreneur ? ».

La théorie du processus entrepreneurial a vu le jour dans le début des années 1990, grâce aux travaux de plusieurs chercheurs en entrepreneuriat parmi lesquels on peut citer des auteurs comme (Gartner, 1990), (Shane et Venkataraman, 2000), (Reynolds, 2000), (Bygrave et Hofer, 1991), (Stevenson & Jarillo, 1990), (Bruyat, 1993), (Fayolle, 1996), (Hernandez, 1999). Le processus entrepreneurial est défini comme étant le processus qui précède la création d'une organisation (Gartner, 1990). Selon l'auteur, ce processus commence par « l'initiation », c'est-à-dire le moment où l'entrepreneur décide de créer une entreprise et se termine par « l'établissement » c'est-à-dire la création effective de l'entreprise. D'autres auteurs quant à eux, définissent le processus entrepreneurial sous un angle plus élargi que celui de la création d'une nouvelle organisation. À ce titre, le processus entrepreneurial est décrit comme étant le processus d'identification et d'exploitation d'une opportunité (Shane et Venkataraman, 2000). Ces auteurs se sont intéressés aux étapes du processus entrepreneurial qui précèdent « l'initiation » au sens de Gartner. Selon eux, le processus entrepreneurial est constitué de trois phases fondamentales à savoir : l'existence ou l'apparition de l'opportunité, l'identification de l'opportunité et l'exploitation de l'opportunité.

Cependant, la théorie de la croissance endogène est considérée dans notre réflexion actuelle comme une base solide et suffisante pour analyser ces interactions dans le contexte spécifique de la convergence entre entrepreneuriat et développement.

La relation entre entrepreneuriat et développement économique a suscité un intérêt croissant dans le domaine de la science économique. Alors que l'entrepreneuriat est souvent considéré comme un catalyseur de la croissance économique, les politiques publiques jouent un rôle crucial dans la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'un environnement favorable au développement. Dans cet article, nous retenons la théorie de la croissance endogène et son importance dans la convergence entre entrepreneuriat et développement économique. Nous analyserons également le rôle des politiques publiques dans la stimulation de l'entrepreneuriat et la promotion d'une croissance endogène durable.

Parce que la théorie de la croissance endogène fournit un cadre analytique puissant pour comprendre le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement économique. En favorisant la création d'un environnement propice à l'entrepreneuriat et en mettant en œuvre des politiques publiques appropriées, les pays peuvent stimuler la croissance endogène et faciliter la convergence entre l'entrepreneuriat et le développement. Il faut reconnaître que les politiques d'entrepreneuriat doivent être adaptées aux réalités spécifiques de chaque pays, en tenant compte des caractéristiques économiques, sociales et institutionnelles. En mettant en œuvre des politiques publiques ciblées et efficaces, les décideurs politiques peuvent créer un écosystème dans lequel les entrepreneurs émergent et grandissent, contribuant ainsi à un développement économique durable et équitable.

IL existe d'autres théories économiques, telles que la théorie de l'innovation, la théorie de l'économie institutionnelle ou la théorie de l'économie du développement, qui fournissent des perspectives pertinentes pour aborder le lien entre capacité entrepreneuriale, politiques publiques et développement. La théorie de la croissance endogène met en avant l'idée que l'entrepreneuriat et les politiques publiques qui favorisent l'entrepreneuriat peuvent générer des effets positifs sur la croissance économique à long terme. Cela peut se traduire par la création d'emplois, l'innovation, l'augmentation de la productivité, l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté.

² L'école « du grand homme » et L'école des « caractéristiques psychologiques »

4. L'entrepreneuriat : Conséquences de l'échec des politiques publiques d'emploi

L'entrepreneuriat est considéré ses dernières années comme une aubaine pour de nombreux jeunes en quête d'emploi. En effet, elle permet aux jeunes notamment aux innovateurs de se faire une place dans un monde du marché de travail de plus en plus concurrentiel. Cet engouement d'entreprendre s'est manifesté ainsi, dans plusieurs pays en développement par la mise en place des politiques visant à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes à travers les agences nationales pour la promotion de l'emploi. Parmi les mesures prises, on note entre autres les mesures d'aides à la création d'emploi à travers des fonds de démarrage, l'allègement ou la digitalisation des procédures administratives de création d'emploi, le développement des partenariats avec les entreprises existantes, la mise en place des filières pourvoyeurs d'emploi dans le cursus universitaire, le coaching/mentorat, les initiatives d'incubation et d'accélération. La mise en place des réformes publiques conjugués à l'accroissement économique depuis le début des années 90 a permis d'engager des succès notables en terme du taux de chômage dans la plupart des pays de l'Afrique sub-Saharienne. Ainsi, le taux de chômage est passé de 6,1% en 1991 à 5,5% en 2008 selon les statistiques du World Development Indicators. Toutefois, la décennie précéda la crise financière de 2008 a vu une augmentation notable du taux de chômage dans les pays de l'ASS passant ainsi de 5,5% en 2008 à 6,8% en 2021 (BM, 2021).

Cette augmentation du chômage pourrait notamment s'expliquer par des phénomènes conjoncturels comme la crise sécuritaire dans les pays du Sahel, les conflits armés en Afrique centrale et la corne de l'Afrique, l'aggravement de l'impact du changement climatique, mais aussi par l'inefficacité des politiques de lutte contre le chômage mise en place par les pays. Cet échec engendre ainsi des graves conséquences à travers une augmentation des inégalités, une diminution de la mobilité sociale. De nombreux entrepreneurs en herbe ont du mal à accéder aux ressources et au soutien dont ils ont besoin pour faire décoller leur entreprise surtout si ces derniers viennent d'un milieu défavorisé.

Une autre conséquence des politiques publiques pourrait exacerber les inégalités de revenus existantes entre les populations. En effet, si les entrepreneurs n'arrivent pas à trouver les ressources adéquates pour le développement de leurs activités, ils peuvent se tourner vers des activités moins rénumérés comme le secteur informel. Ceci peut accroître les pressions sociales sur ces personnes et crée ainsi un sentiment d'échec social et de désillusion. Les difficultés de démarrer son entreprise et le manque d'opportunité économique peut se traduire également par une migration excessive vers les endroits mieux considérés comme des terres promises. C'est dernières années, on constate que de nombreux sub-Saharienne migrent pour un avenir meilleur et cela au péril de leur vie.

L'échec des politiques publiques visant à accompagner l'entrepreneuriat se traduit également par une perte potentielle de création de richesse et de croissance économique pour les pays car certains des idées entrepreneuriales constituent en fait des idées révolutionnaires susceptible de générer des richesses et de l'emploi supplémentaire pour le pays et ainsi améliorer son attractivité.

L'analyse selon le genre fait ressortir que l'échec de certaines politiques est dû à un manque de diversité dans l'écosystème entrepreneurial. Ainsi certains groupes, tels que les femmes et les minorités ethniques, sont moins susceptibles de recevoir un soutien des politiques publiques de l'emploi que d'autres groupes. Cela peut limiter le nombre de nouvelles entreprises créées par ces groupes, ce qui conduit à une économie moins diversifiée et moins innovante. En outre, un manque de diversité dans l'écosystème entrepreneurial peut renforcer les inégalités existantes et entraver la mobilité sociale.

Enfin, l'échec des politiques de l'emploi en matière entrepreneuriale réside par le fait que moins d'attention est accordée au caractère innovant des projets portés par les jeunes. Ces projets doivent être orientés vers les secteurs économiques promoteurs comme la transformation agroalimentaire dans les pays d'Afrique Sub-Saharienne.

5. L'entrepreneuriat : Conséquences de l'efficacité des politiques publiques d'emploi

Comme rappelé au début, l'entrepreneuriat est considéré comme moteur de développement économique et à la capacité de créer des milliers d'emploi pour les jeunes. Ainsi, la mise en place des bonnes politiques d'emploi constitue un moyen de réduire le taux de chômage, améliorer les revenus mais aussi réduire les inégalités. Ainsi, nous parcourons quelques succès story en matière de politiques entrepreneuriales à travers l'Afrique sub-Saharienne. Ainsi, certains pays peinent à engranger des succès notoires, d'autres ont parvenu à enregistrer des succès notables, à booster leur économie et créer de nouveaux emplois.

Parmi les exemples marquants sur le continent africain, on note l'initiative Sud-Africain dénommé le « Small Enterprise Development Agency (SEDA) » lancé en 2004 et avait pour but de soutenir les petites entreprises. Ceci a permis de créer de milieu de nouveau jobs. Une initiative similaire fut mise en place en place au Kenya à travers la création du « Youth Enterprise Development Fund » en 2006. Ce fonds avait pour but principal de soutenir les jeunes entrepreneurs à travers un soutien financier. Ainsi, plus de 75 millions de dollars ont pu être octroyé à environ 80 000 jeunes entrepreneurs à travers le pays. Ces entrepreneurs ont à leurs tours créer plus de 300 000 nouveaux emplois au Kenya.

Un autre exemple concerne le programme « Un Village Un Produit-OVOP » lancé en 2006 par le gouvernement rwandais pour promouvoir le développement rural et l'entrepreneuriat. Ce programme a privilégié le développement des savoir locaux et les ressources locales pour équiper et financer les futurs entrepreneurs. Les résultats du programme ont été notoires puisqu'ils ont permis de créer environ 7 000 nouveaux emplois et générer un revenu de plus 4 millions d'euros pour les communautés locales. En outre, à travers sa politique de développement de l'entrepreneuriat lancé en 2011 et qui s'appuie sur l'accès au financement, le renforcement des capacités techniques des entrepreneurs ou encore les initiatives d'incubation, le Rwanda est arrivé à imposer une nouvelle forme de politiques à l'entrepreneuriat qui a permis de créer de nombreuses startups conduisant à la création de l'emploi. Un autre exemple concerne le Ghana qui a mis en place, le « National Entrepreneurship and Innovation Plan (NEIP) ». Lancé en 2017, ce plan qui est similaire à celui mise en place en Rwanda, a permis de créer environ 70 000 nouveaux emplois.

Les institutions multilatérales de développement se sont également intéressées à la question du chômage en Afrique et ont à travers des initiatives voulu proposer des pistes de solutions. Ainsi, on note l'initiative de la Banque Africaine de Développement et du Programme des Nations Unies pour le Développement dénommé « the Youth Entrepreneurship and Innovation Multi-Donor Trust Fund (YEI MDTF) » lancé en 2015. Ainsi, à travers un soutien technique et financier aux jeunes entrepreneurs africains, le programme ambitionne de booster la productivité des entreprises. Ainsi, le programme plane à la création d'un million de jobs sur les 10 premières années précédant sa création. Enfin, l'initiative mis en place par la fondation Tony Elumelu qui consiste à financer les entreprises à leur démarrage. L'initiative de Tony Elumelu a également permis d'appuyer plus de 10 000 entrepreneurs dans les 54 pays africains et créer environ plus de 130 000 nouveaux emplois. Ce programme a également permis de la croissance de l'écosystème africain, attirer des investissements privés dans la région.

6. Méthodologie

La méthodologie de nos travaux actuels fait référence à une approche qualitative de recherche, combinée à une analyse statistique quantitative. Les entrevues réalisées avec les acteurs de l'écosystème entrepreneurial ont permis de recueillir des données qualitatives, telles que des témoignages et des opinions. Par la suite, ces données ont été traitées à l'aide d'une méthode quantitative, en utilisant le modèle de régression linéaire probit, pour estimer et prédire l'impact des variables explicatives sur une variable qualitative. L'utilisation du logiciel statistique STATA nous a

permis d'analyser des données et de générer les résultats statistiques. Ainsi, cette méthodologie combine des éléments qualitatifs et quantitatifs pour obtenir une compréhension approfondie de notre sujet de recherche.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons procédé à des entrevues avec les principaux acteurs de l'écosystème entrepreneurial au Mali, à savoir : 30 jeunes en situation de chômage, 30 jeunes entrepreneurs et 10 responsables d'organisations d'appui et d'accompagnement. Les données recueillies lors de ces entretiens ont été utilisées pour effectuer une analyse estimative en utilisant le modèle de régression linéaire probit à l'aide du logiciel statistique STATA. Ces modèles visent à appréhender et prédire l'impact d'une ou plusieurs variables explicatives sur une variable qualitative.

6.1. Description des variables et des signes attendus

Pour déterminer l'efficacité et l'impact des dispositifs d'appui et d'accompagnement à l'entrepreneuriat nous nous sommes intéressés à trois dispositifs à savoir : Le Fonds d'Appui à la Création d'Entreprises par les Jeunes (FACEJ), le projet « l'Emploi des Jeunes crée des Opportunités ici au Mali » (EJOM), le Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ). Chacun de ses dispositifs a dans le cadre de sa mise en œuvre, offert un ensemble de services (formation, appui financier, appui technique, hébergement, accompagnement) visant à permettre aux jeunes porteurs de projets de créer ou de développer leurs entreprises. Des données sont collectées sur un échantillon de 60 jeunes dont 30 jeunes chômeurs qui souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat et par conséquent créer leur propre emploi. Il est également constitué de 30 jeunes entrepreneurs qui sont parvenus à créer leurs entreprises grâce à l'appui et à l'accompagnement du FACEJ, du projet EJOM et du PROCEJ. L'analyse et l'interprétation des données ont été faites sur plusieurs variables parmi lesquelles, nous avons une variable dépendante : la situation de l'emploi des jeunes (entrepreneuriat), et plusieurs variables indépendantes : l'âge, le sexe, le niveau d'étude, la qualité de l'enseignement, la qualité de la formation offerte par les structures et programmes d'accompagnement, l'adéquation entre les services offerts par les structures d'accompagnement et les besoins des jeunes entrepreneurs, la qualité des services offerts par les structures d'accompagnement, la qualité des initiatives prises par l'État. Le choix de ces variables est basé sur les principaux facteurs explicatifs du succès du processus d'accompagnement entrepreneurial que nous avons identifié au cours de notre revue de la littérature sur le phénomène d'accompagnement entrepreneurial (Masmoudi, 2007). Nous allons ensuite, à partir du modèle de régression linéaire probit tenter de déterminer (estimer) l'effet de chacune de ces variables explicatives sur la probabilité de réalisation de la variable dépendante.

Tableau 1 : Signes des Variables dans le modèle d'estimation

Variables Explicatives	Signes attendus des différents paramètres associés aux variables explicatives
Age	Positif (+)
Sexe	Négatif (-)
Niveau de formation	Négatif (-)
La qualité de l'enseignement technique (Qualite enseign techn)	Positif(+)
La qualité de la formation offerte par les structures et programmes d'accompagnement (Formation besoins)	Négatif (-)
L'adéquation entre les services offerts par les structures d'accompagnement et les besoins des jeunes entrepreneurs (Serv besoin)	Négatif (-)
Le type des services offerts par les structures d'accompagnement (Serv offerts)	Positif(+)
La qualité des initiatives prises par l'État (Etat initiativ)	Négatif (-)

Source : Auteurs

6.2. Analyse statistique des données

Le traitement de nos données a fait ressortir des statistiques sur nos différentes variables et de faire des interprétations.

Tableau 2 : Situation Emploi

Situation Emploi	Freq	Percent	Cum.
0	30	50.00	50.00
1	30	50.00	50.00
Total	60	100.00	100.00

Source : Auteurs

Le Tableau 2 relatif à la situation d'emploi présenté, fait ressortir que sur les 60 jeunes, 30 étaient des jeunes en situation de chômage (50% de chômeurs) alors que les 30 autres étaient des jeunes en situation d'emploi (50% de jeunes entrepreneurs).

Tableau 3 : Adéquation des services offerts par les structures d'appui et d'accompagnement aux besoins des jeunes entrepreneurs

Serv_besoin	Freq.	Percent	Cum.
0	46	76.67	76.67
1	14	23.33	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs

Le Tableau 3, indique que sur les 60 jeunes interrogés sur l'adéquation entre les services offerts par les structures d'appui et d'accompagnement à l'entrepreneuriat et les besoins réels des jeunes entrepreneurs, 46 jeunes soit 76,67%, estiment que ces services ne répondent pas aux besoins des jeunes entrepreneurs. Seulement 14 jeunes soit 23,33%, considèrent que les services offerts par les structures d'appui et d'accompagnement répondent aux besoins des jeunes entrepreneurs.

Tableau 4 : Principaux services offerts par les structures d'accompagnement

Services Offerts	Freq	Percent	Cum
0	21	35.00	35.00
1	35	58.33	93.33
2	4	6.67	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs

Le Tableau 4 présenté montre que l'appui financier représente pour plus de la moitié des jeunes interrogés, le principal service offert par les structures d'appui et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs. En effet, 35 jeunes sur 60 soit 58,33% considèrent que cet appui est le principal service offert par les structures d'appui et d'accompagnement. Ensuite viennent les services de formation, qui sont selon 12 jeunes sur 60, soit 35% des jeunes questionnés, est le principal service offert par les structures d'appui et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs. Enfin, seulement 4 jeunes sur 60, soit 6,67% des jeunes qui ont répondu à nos questions, pensent que le suivi-accompagnement constitue le principal service offert par les structures d'appui et d'accompagnement des jeunes entrepreneurs.

Tableau 5 : Initiatives de l'État

Initiatives de l'État	Freq	Percent	Cum
0	17	28.33	28.33
1	43	71.67	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs

En ce qui concerne les initiatives de l'État visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes, 71,67% des jeunes ayant répondu à nos questions soit 43 jeunes sur 60, affirment qu'elles sont insuffisantes. En outre, 17 jeunes sur 60 soit 28,33% des jeunes interrogés au cours de l'enquête, considèrent que les initiatives de l'état sont inefficaces. Un taux aussi élevé pose tout naturellement, la question de la pertinence des instruments et mécanismes utilisés par les pouvoirs publics pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes au Mali.

Tableau 6 : Qualité de la formation dispensée dans le système éducatif

Formations et besoins du marché du travail	Freq	Percent	Cum
0	51	85.00	85.00
1	9	15.00	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs

L'analyse fait ressortir que pour la grande majorité des jeunes (85%), les formations dispensées dans le système éducatif malien ne répondent pas aux besoins du marché du travail. En effet, seuls 15% des jeunes questionnés au cours de l'enquête pensent que les programmes offerts par le système éducatif malien, permet aux jeunes de trouver du travail sur le marché de l'emploi.

Tableau 7 : Qualité de l'enseignement technique et professionnel

Qualité de l'enseignement technique et professionnel	Freq	Percent	Cum
0	37	61.67	61.67
1	23	38.33	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs

La mauvaise qualité de l'enseignement technique et professionnel est également considérée par de nombreux jeunes comme l'une des causes du chômage des jeunes au Mali. En effet plus de la moitié des jeunes avec lesquels nous avons eu des entretiens (61,67%) considèrent que la qualité de l'enseignement technique et professionnel est mauvaise au Mali. Toutefois, presque 40% des jeunes questionnés (38,33%) trouvent que la qualité de l'enseignement technique et professionnel au Mali n'est pas mauvaise mais plutôt passable.

Tableau 8 : Niveau de formation

Niveau de formation	Freq	Percent	Cum
0	9	15.00	15.00
1	15	25.00	40.00
2	15	25.00	65.00
3	21	35.00	100.00

Source : Auteurs

Pour ce qui est du niveau de la formation des jeunes que nous avons interrogés dans le cadre de notre étude, on constate que 15% d'entre eux, n'ont jamais été scolarisés. Les jeunes ayant les niveaux primaires et secondaires représentent chacun 25% de notre échantillon. Enfin, les jeunes ayant le niveau universitaire représentent 35% de notre échantillon.

Tableau 9 : Sexe

Sexe	Freq	Percent	Cum
0	26	43.33	43.33
1	34	56.67	100.00
Total	60	100.00	

Source : Auteurs,

Pour ce qui est de la répartition par sexe, notre échantillon est constitué de 56,57% d'hommes soit 34 hommes sur un total de 60 jeunes et de 43,33% de femmes soit 26 femmes sur un total de 60 jeunes.

Tableau 10 : Age

Variable	Obs	Mean	Std. Dev	Min	Max
Age	60	29.25	4.148208	19	39

Source : Auteurs

Enfin, l'analyse de nos données indique que l'âge moyen des jeunes que nous avons questionnés au cours de l'enquête est de 29, 25 ans. On remarque à partir des mêmes données que l'âge maximum des répondants est de 39 ans alors que l'âge minimum des répondants est de 19ans.

6.3. Méthode d'estimation

Dans le cadre de l'analyse et de l'interprétation des données de notre recherche, nous utilisons le modèle de régression linéaire probit. Ce modèle fait partie de la classe des modèles à variables dépendantes qualitatives. Le principe de ces modèles est le suivant : on veut comprendre ou prédire l'effet d'une ou plusieurs variables explicatives sur une variable qualitative. Cette variable qualitative peut avoir deux ou plus de deux modalités, et les modalités (lorsque leur nombre est supérieur à deux) peuvent être ordonnées ou non. Dans le modèle probit binaire comme dans le cas de notre recherche, la variable dépendante comprend deux modalités. Elle est ainsi appelée une variable binaire ou une variable dichotomique.

La variable dichotomique Y doit être expliquée par un ensemble de variables $X = (X_1, \dots, X_k)$.

Les deux valeurs possibles de Y étant arbitraires, on posera toujours : $Y \in \{0,1\}$

7. Résultats et interprétation

Les pré estimation (en annexe) et post estimation du modèle nous ont permis d'aboutir à des résultats et de faire des analyses et interprétations.

Tableau 11 : Résultats de la régression du modèle Probit

	Delta-method					
	dy/dx	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
1.Serv_besoin	-.4390063	.1245087	-3.53	0.000	-.6830389	-.1949738
Serv_offerts	.1656543	.0651807	2.54	0.011	.0379025	.2934061
1.Etat_initiativ	-.2321308	.104967	-2.21	0.027	-.4378624	-.0263992
1.formation_besoins	-.2138333	.1760271	-1.21	0.224	-.5588401	.1311734
1.Qualite_enseign_techn	.1082319	.1058397	1.02	0.306	-.09921	.3156739
Niveau_formation						
1	-.1734283	.1493942	-1.16	0.246	-.4662356	.1193789
2	-.4426913	.1588496	-2.79	0.005	-.7540307	-.1313518
3	-.5370754	.1485877	-3.61	0.000	-.8283019	-.2458488
1.Sexe	-.1829338	.0981724	-1.86	0.062	-.3753481	.0094806
Age	.0089861	.0094783	0.95	0.343	-.0095909	.0275632

Source : Auteurs

Note : ***, **, * désignent respectivement la significativité aux seuils de 1%, 5%, 10%.

Nous analysons et interprétons à partir des résultats en montrant les corrélations qui existent entre chacune de nos variables explicatives et notre variable expliquée. Ces résultats ont été obtenus avec un test ROC de 94,11% et un taux de prédiction de 80%, ce qui prouve que les coefficients obtenus

sont interprétables.

L'analyse des résultats montre qu'il existe une corrélation négative entre les services offerts par les structures d'appui et les besoins des jeunes entrepreneurs en termes d'accès à l'emploi. En d'autres termes, on peut dire au regard du résultat obtenu que, les services offerts par les structures d'appui et d'accompagnement ne concordent pas avec les besoins des jeunes entrepreneurs.

Aussi, les résultats montrent qu'il existe une corrélation positive entre les types de services offerts et la situation d'emploi en entrepreneuriat. Autrement dit, on peut affirmer que la probabilité ou la chance d'avoir un emploi augmente en fonction du type de services offerts par les structures d'appui et d'accompagnement.

L'analyse des résultats du tableau de régression, montre que la corrélation qui existe entre la les initiatives de l'Etat et la situation d'emploi est négative. On en déduit que les initiatives de l'Etat n'augmentent pas la probabilité ou la chance d'obtenir un emploi entrepreneurial pour les jeunes chômeurs.

En ce qui concerne la qualité de la formation, les résultats montrent qu'il existe une corrélation négative entre la qualité de la formation offerte par les structures d'appui et d'accompagnement et la situation d'emploi. Au regard de cette corrélation, nous retenons que la qualité de la formation offerte par les structures d'appui et d'accompagnement n'augmente pas la probabilité d'obtenir un emploi entrepreneurial pour les jeunes.

En ce qui concerne la qualité de l'enseignement technique et professionnel, il existe une corrélation positive entre cette variable et la situation d'emploi. Nous affirmons que la probabilité ou la chance d'obtenir un emploi augmente avec la qualité de l'enseignement technique et professionnel.

Nos résultats font ressortir l'existence d'une corrélation négative entre les différents niveaux de formation et la situation d'emploi. Ainsi, on peut dire que la probabilité ou la chance d'avoir un emploi n'est pas significative par rapport au niveau de formation.

8. Implications de politiques

Nos implications de politiques économiques vont se focaliser essentiellement sur les politiques de formation et sur les politiques de financement.

8.1. Politique de formation

L'État doit chercher à améliorer la qualité de l'enseignement de manière générale et surtout mettre un accent particulier sur la formation professionnelle et technique des jeunes dans les métiers et les secteurs d'activité ayant un fort potentiel de croissance économique et d'insertion professionnelle tels que l'agrobusiness, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que les métiers spécialisés (mécanique, menuiserie, plomberie, soudure, maçonnerie, couture, artisanat, électricité, cuisine, etc...).

Pour atteindre cet objectif, l'État doit inverser la tendance actuelle en orientant de plus en plus de jeunes dans les filières scientifiques au détriment des filières littéraires où il y a la grande majorité des jeunes et qui offrent peu de débouchés sur le marché du travail. Il faudrait encourager et orienter les jeunes vers les filières scientifiques et techniques qui offrent des perspectives d'insertion professionnelles intéressantes. En outre, ces filières, contrairement aux filières littéraires, permettent aux jeunes de se mettre à leur propre compte plus facilement, une fois leurs études terminées. Pour cela, des bourses spéciales d'incitation aux élèves et étudiants qui décident de s'inscrire dans les filières techniques, professionnelles et scientifiques doivent être instituées avec des mécanismes d'accompagnement à la création d'entreprise.

Il est indispensable de créer et développer le statut « étudiant – entrepreneur » pour que des étudiants boursiers soient accueillis dans des instituts spécialisés pour l'entrepreneuriat. Ils seront accompagnés dans la création et le développement d'entreprise pour les uns et être qualifiés pour répondre aux besoins des entreprises pour les autres.

8.2. Politique de financement

L'État doit mettre en place des dispositifs de financement viables et accessibles afin de permettre aux plus méritants et aux vrais porteurs de projets d'être accompagnés.

Il peut également intervenir à travers par exemple, la mise en place d'un fonds spécial de garantie destiné à financer uniquement les jeunes porteurs de projets ayant des vraies qualifications et des projets crédibles comme les jeunes diplômés de l'enseignement technique et professionnel qui disposent d'un minimum de compétences techniques pouvant les permettre de créer et de démarrer leurs entreprises dans leur domaine de formation. Toujours par rapport au financement, l'état doit également échanger avec le secteur privé à travers le patronat, afin d'envisager le retour de la taxe emploi jeune qui peut être un mécanisme efficace permettant de former et d'accompagner les jeunes ayant des projets crédibles de création d'entreprises. Pour des raisons de transparence et d'efficacité, la gestion des fonds collectés à travers cette taxe, pourrait être confié conjointement au ministère chargé de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes ainsi qu'au patronat.

Pour faire face à la problématique des entreprises en phase de démarrage ou de création, l'État doit discuter avec les différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial en particulier, avec les institutions de financement (banques, institutions de microfinance, les caisses d'épargne et de crédits, les partenaires techniques et financiers), afin de corriger ensemble, les insuffisances des dispositifs existants et de trouver de nouveaux mécanismes et instruments financiers pouvant permettre aux jeunes de lancer dans les meilleures conditions, des entreprises pérennes capables de créer de la richesse et des emplois

Conclusion

Il est important de souligner à ce niveau que, l'entrepreneuriat est une activité complexe qui demande des compétences et des connaissances dans plusieurs domaines. Par conséquent, seuls les jeunes ayant bénéficié d'une formation de qualité peuvent prétendre lancer des entreprises pérennes capables de créer des emplois durables.

Pour que l'entrepreneuriat puisse être un véritable facteur de développement, il faudrait orienter le financement vers des projets innovants et structurants et portés par des jeunes dotés de fortes capacités entrepreneuriales à entreprendre. Ceci est gage de création d'emplois pérennes et de richesse.

L'analyse de nos données, révèle que le financement est incontestablement l'un des principaux leviers que les pouvoirs publics peuvent utiliser pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes. En effet, que ce soit dans la littérature scientifique ou des échanges avec les jeunes chômeurs ainsi que les jeunes entrepreneurs, il ressort qu'il existe chez l'ensemble des acteurs de l'écosystème entrepreneurial, une sorte de consensus sur le rôle fondamental que joue, le financement dans le processus d'accompagnement des entreprises en phase de création. En effet, le financement apparaît comme l'un des principaux instruments permettant de soutenir et de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes. Il est d'ailleurs considéré par une grande majorité des jeunes (près de 60% dans le cadre de notre recherche), comme étant le principal service offert par les structures d'appui et d'accompagnement.

Il est indéniable que si le développement de l'esprit d'entreprise est soutenu par les pouvoirs publics, les entrepreneurs ayant les capacités entrepreneuriales nécessaires seront incités à commercialiser leurs idées. Les pouvoirs publics ont donc un rôle central dans le processus.

Annexe

Tableau : Résultats de la régression pré estimation du modèle

Probit regression	Number of obs	=	60
	LR chi2(10)	=	45.37
	Prob > chi2	=	0.0000
Log likelihood = -18.901784	Pseudo R2	=	0.5455

Situation_empl	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
1.Serv_besoin	-2.201585	.9176401	-2.40	0.016	-4.000126	-.4030431
Serv_offerts	.972664	.4529708	2.15	0.032	.0848576	1.86047
1.Etat_initiativ	-1.210652	.5535172	-2.19	0.029	-2.295525	-.1257779
1.formation_besoins	-1.230403	1.120005	-1.10	0.272	-3.425572	.9647671
1.Qualite_enseign_tech	.6645477	.6942104	0.96	0.338	-.6960797	2.025175
Niveau_formation						
1	-1.133717	1.210329	-0.94	0.349	-3.505918	1.238484
2	-2.384089	1.299374	-1.83	0.067	-4.930816	.1626378
3	-2.818886	1.251445	-2.25	0.024	-5.271672	-.3660997
1.Sexe	-.9736711	.5258947	-1.85	0.064	-2.004406	.0570635
Age	.0527635	.0564604	0.93	0.350	-.0578969	.1634239
_cons	1.355705	2.193039	0.62	0.536	-2.942572	5.653981

Bibliographie

Acs, Z., Åstebro, T., Audretsch, D., & Robinson, D. T. (2016). « Public policy to promote entrepreneurship: a call to arms. *Small Business Economics* », 47(1), 35–51.

Banque Africaine de Développement (2016), « Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des Jeunes en Afrique 2016 – 2025 », Bâtir aujourd'hui, une meilleure Afrique demain (afdb.org).

Banque Mondiale (2022), « L'entrepreneuriat des jeunes en Afrique », Note de l'administrateur (wathi.org).

Block, J., Fisch, C., & van Praag, M. (2016). « The Schumpeterian entrepreneur: a review of the empirical evidence on the antecedents, behavior, and consequences on innovative entrepreneurship. *Industry and Innovation* ».

Bruyat C. (1993). « Création d'entreprise : Contributions épistémologiques et modélisation », Thèse de doctorat en sciences de gestion, Université Pierre Mendès, (Grenoble II), Ecole Supérieure des Affaires 430p.

Fayolle, A. (1996). « Contribution à l'étude des comportements entrepreneuriaux des ingénieurs français », Thèse de doctorat en sciences de gestion, université Jean Moulin de Lyon.

Gartner, W. (1990). 15-28, « What are we talking about when we talk about entrepreneurship? » *The Journal of Business Venturing*, 5, 15-25.

Hernandez E.M. (1999), « Le processus entrepreneurial : vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat », 256p.

Hofer, C.W. et W.D. Bygrave W.D (1992). « Researching entrepreneurship », *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 16, p. 91-100.

https://pefop.iiep.unesco.org/fr/system/files/resources/Pef000172_Kane_Sy_NtepMassing_Liboudou_Entrepreneuriat_Jeunes_AfriqueOuest_2014_0.pdf

<https://www.globaldev.blog/fr/blog/entrepreneuriat-et-%C3%A9conomie-de-d%C3%A9veloppement-convergence-pour-de-meilleures-politiques>

https://www.researchgate.net/publication/335146553_La_jeunesse_africaine_face_a_l'entrepreneuriat_enjeux_et_defis

Masmoudi M.R. (2007), « Etude exploratoire des processus et modèles d'incubation en entrepreneuriat: cas des pépinières tunisiennes ». Gestion et management. Université du Sud Toulon, 473p.

Reynolds, P. D. (2000). « National panel study of US business startups : Background and methodology. Advances in entrepreneurship, firm emergence and growth », 4(1), 153-227.

Shane, S. « Why encouraging more people to become entrepreneurs is bad public policy ». *Small Bus Econ* 33, 141–149 (2009).

Shane, S., & Venkataraman, S. (2000). « The Promise of Entrepreneurship as a Field of Research ». *The Academy of Management Review*, 25(1), 217–226.

Simpson J and Christensen J.D. (2009). « Youth Entrepreneurship and the ILO. Note on practices and lessons learned ». Small Enterprise Programme. International Labour Organization. Geneva.

Sow, G.E, (2023), « Entrepreneuriat et emploi des jeunes au Mali: analyse des dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprise », Thèse de doctorat de l'Institut de Pédagogie Universitaire (IPU), Bamako, Mali, 266p.

Stevenson H.H. et Jarillo J.C. (1986), « Preserving Entrepreneurship as Companies Grow », *Journal of Business Strategy*, vol. 6, n° 1, p. 10-23.